

MINES DE CARMAUX



1991 : UN AN DE LUTTE

PRIX : 10,00 F.



AVANT - PROPOS

Ce dossier a pour but de faire connaître la position de la L.C.R. sur le récent conflit des mineurs de Carmaux.

Il reprend nos tracts, les articles parus dans notre journal "ROUGE" et quelques tracts unitaires.



LE RIDEAU VA-T-IL SE BAISSER DEFINITIVEMENT

SUR "LA VITRINE DES CHARBONNAGES " ?

Le gouvernement vient de décider la fermeture de la découverte de Carmaux à brève échéance, avec, comme ultime étape, la réduction probable de la moitié de la production et des effectifs.

Il est temps, pour ceux qui se disaient la semaine dernière encore, "rassurés", d'ouvrir les yeux.

Aujourd'hui, chez nos décideurs, il n'y a pas les pro et les anti-découverte: TOUS VEULENT FERMER ! et un seul clivage demeure: certains, plus lucides, pensent que le choc psychologique et social sera dur à avaler au pays de Jaurès...et qu'il faut donc y mettre les formes; tandis que d'autres, comme Pache (qui n'a sans doute pas encore digéré la grève de 83) veulent tout arrêter immédiatement.

Ce coup d'accélérateur est dû à la réduction des budgets des ministères suite à la guerre du Golfe (-200 millions pour CDF). On ne peut pas payer à la fois les canons et le charbon ! LES MINEURS VONT EN FAIRE LES FRAIS. Et les responsables politiques, si prompts à dénoncer le coût de la découverte, ont été bien muets sur le prix à payer pour cette aventure impérialiste.

Une fois de plus on nous explique que la réduction des coûts passe par une nouvelle réduction des effectifs.

NOUS AFFIRMONS, NOUS, QUE LE CHANTIER NE POURRA MEME PAS TOURNER DANS DE TELLES CONDITIONS.

En tout état de cause, le projet n'a de sens que dans son intégralité (Ste Marie et Tronquié-Lavoir) et lui seul permet de préserver les 600 emplois actuels et les centaines d'emplois induits.

AVONS-NOUS LES MOYENS DE CONTRECARRER CES PLANS ?

Le fait que le préfet en personne se rende à une A.G. des mineurs appelée par la CGT, montre les craintes du pouvoir vis à vis des réactions des mineurs.

L'annonce simultanée de la création d'une école des mines à Albi et de l'arrêt à court terme de toute activité charbonnière à Carmaux vise à se justifier et à tromper l'opinion publique.

Les élus locaux, eux aussi, se bougent beaucoup. Il est vrai qu'ils sont aux premières loges; il est vrai aussi que lorsqu'on s'apprête à fêter en grande pompe 100 ans de municipalité socialiste (en 92) devant des centaines de chômeurs supplémentaires et une découverte fermée, ça risque de limiter le nombre d'invités!

LE POUVOIR DOIT SAVOIR

QUE SON PLAN NE S'APPLIQUERA PAS "EN DOUCEUR"

QUE LES MINEURS SAVENT CE QUE VALENT LES PROMESSES DE CDF

ET QU'ILS RENDRONT "COUP POUR COUP".

Dans ce combat, les mineurs savent aussi qu'ils trouveront comme toujours la LCR à leurs côtés.

Les Charbonnages enterrent la Découverte

Les mineurs de Carmaux ont engagé le combat pour le maintien des emplois, après l'annonce d'une nouvelle réduction d'effectifs par les Charbonnages de France.



Depuis quelques semaines, le bassin carmoussin est en ébullition. Car, outre l'annonce de la réduction de deux cents millions de la dotation destinées aux Charbonnages, pour cause de restrictions budgétaires suite à la guerre de Golfe, c'est ni plus ni moins que l'acte de fermeture de la Découverte que le gouvernement vient de signer. Sur les 629 emplois actuels, seuls 285 devraient être maintenus d'ici le 31 décembre 1992, par le biais de 192 conversions, 135 mesures d'âge et 17 détachements.

Nul ne se fait d'illusion ici : cela s'apparente à la condamnation de l'industrie minière carmoussine, de ce que la direction des Charbonnages se plaisait à présenter comme une « vitrine ». Cela signifie des centaines de chômeurs supplémentaires, dans une région qui est déjà très lourdement touchée.

Un peu d'histoire s'impose. En 1983, après deux mois de grève, les mineurs de Carmaux obtiennent une centaine d'embauches et le feu vert pour l'ouverture des « découvertes », mines à ciel ouvert. L'effectif est alors de 2 000 personnes. De 1986 à 1988, se met en œuvre le « plan social », qui vise à fermer le fond, après avoir fermé la centrale électrique et avant de fermer la cokerie. L'effectif passe à 830 salariés : ce serait l'effectif d'équilibre. Entre temps, le 24 octobre 1984, la

Découverte a reçu l'autorisation d'exploiter : 5 millions de tonnes de charbon devraient être extraites de Sainte-Marie et 10 millions de Tronquié-Lavoir, et un avenir assuré pour les mineurs jusque après l'an 2000.

Mais, début 1990, le projet est revu à la baisse : plus de deuxième découverte. Et, en octobre de la même année, les terrains prévus pour ce deuxième site sont reconvertis en zone industrielle. Enfin, arrive mars 1991 et les mesures que l'on sait. Un comité central d'entreprise extraordinaire est prévu le 27 mars, comportant à son ordre du jour la fermeture de La Mure, dans le Dauphiné, de Blanzay, à Montceau-les-Mines, et les réductions d'effectifs énoncées plus haut à Carmaux.

Les élus du Carmoussin et de l'Albigeois accueillent avec une relative résignation ces nouvelles suppressions d'emplois. Mais, craignant de se trouver confrontés à des mineurs, qui sont aussi des électeurs et qui pourraient leur demander des comptes, ils se rendent en délégation le 19 mars auprès de Fauroux et Chérèque, qui leur annoncent, en « compensation », la création d'une Ecole des Mines à Albi.

La création d'une école d'ingénieurs est évidemment loin de répondre aux exigences de maintien de l'emploi des mineurs de Carmaux. Ceux-ci, réunis en AG le jeudi 21 mars par la CGT, ont la surprise de voir arriver le maire de Carmaux et... le Préfet. Quant aux élus, qui tiennent une conférence de presse à leur retour de Paris, ils se trouvent confrontés à une assemblée de 350 personnes, qui transforment la conférence en meeting contradictoire.

Lundi 25 mars, les mineurs envahissent le Conseil général ; les élus sont pris à partie et le Conseil général adopte une motion - à l'unanimité ! - dans laquelle il reproche au Plan des Charbonnages de ne pas être conforme aux promesses du ministre. Enfin, le 27 mars, les mineurs envahissent la direction à Carmaux, tandis qu'à Saint-Etienne, le CCE vote une motion d'annulation de l'ordre du jour. Une table ronde est exigée.

CARMAUX

Pour les mineurs de Carmaux, il ne fait aucun doute que la direction des Charbonnages veut « tuer la Découverte ». Mais ils n'entendent pas être comptés au titre des dépouilles. Ils savent ce que valent les « promesses », qu'elles émanent de la direction des Charbonnages, du ministère ou des élus. Et ils sont résolus à se battre pour le maintien de l'emploi.

Cette détermination n'est pas pour rien dans les prises de position des édiles. Au moment où ils s'approprient à fêter, en grandes pompes, les « cent ans de municipalité socialiste », ils ont quelques raisons de craindre que le cynisme gouvernemental ne vienne ternir cette vieille image, déjà passablement fanée. Mais les mineurs ne peuvent compter que sur leurs capacités de lutte et de résistance pour imposer d'autres choix. Ils mettront tout en œuvre pour développer, avec les autres sites concernés, et avec l'ensemble de la population carmoussine, la lutte pour l'emploi.

P.D. avec correspondant

CARMAUX

● La population avec les mineurs

A la veille du comité d'établissement de la houillère de Carmaux, les prises de position se multiplient en soutien aux mineurs et pour la défense de l'emploi. CGT, CFDT, PCPS, LCR et MPPT adoptent une motion commune.



d'emplois et laissait les mineurs seuls face à la politique de casse poursuivie par les Charbonnages et le gouvernement. Les arguments financiers, industriels, de rentabilité peuvent être invoqués à loisir. Ils ne peuvent masquer les réalités humaines, le coût social et humain. C'est ce que les mineurs voulaient dénoncer et faire entendre aux élus et, à travers eux, à toute la population. Pour imposer d'autres solutions.

A la veille du comité d'établissement de l'unité de Carmaux, qui se tient le 19 avril, de nombreuses nouvelles prises de position ont été enregistrées. Si, de son côté, le PDG des Charbonnages, Bernard Pache, se répand en interviews pour justifier ses coupes claires, à diverses reprises, des instances élues se sont réunies pour réclamer une véritable politique industrielle qui prenne en compte les besoins sociaux et humains. Plusieurs conseils municipaux extraordinaires se sont tenus dans les municipalités du bassin (Carmaux, Blaye-les-Mines, Saint-Benoît, Garric, etc.), tous insistant sur les conséquences sociales qu'engendreraient de nouvelles suppressions d'emplois. Ainsi, « les élus du Garric s'élèvent avec la plus grande virulence contre la suppression de trois cent quarante-quatre emplois annoncée par le

ministre Fauroux sur la Découverte minière. Ils s'associent aux organisations syndicales de mineurs qui luttent pour défendre leur travail (...). Les élus s'étonnent du changement en quelques années de la politique charbonnière sous un même président de la République. Ils attirent l'attention sur le risque imminent de graves conflits sociaux (...). »

Le conseil général a également adopté une nouvelle motion dans laquelle il affirme « qu'il refuse de cautionner les documents jusqu'à présent fournis par les Houillères du bassin Centre-Midi qu'il juge inopportuns et inacceptables (...) ». Quant au Parti socialiste, il oscille entre la réaffirmation des « exigences sociales » et l'attente que le gouvernement concrétise ses engagements pour le développement économique du département. Cependant, ce qui témoigne d'un réel changement de climat est la réunion unitaire qui s'est tenue le jeudi 11 avril, à l'invitation du PCF. Outre ce dernier étaient présents la CGT, la CFDT, le PS, la LCR et le MPPT. A la suite d'une longue et riche discussion, une motion unitaire, signée par l'ensemble des participants, a été adoptée :

« Le Carmausin est à nouveau menacé dans sa capacité d'emploi par les décisions annoncées par

Charbonnage de France de réduire de trois cent quarante-quatre le potentiel humain actuel de la houillère.

« Nous ne reconnaissons à personne le droit d'attenter au patrimoine d'une région, surtout si elle a déjà subi les rudes coups de la récession minière et industrielle induite. C'est pourquoi les organisations présentes à la réunion du 11 avril sont aujourd'hui aux côtés des mineurs dans leur lutte pour leur emploi et :

– rejettent en conséquence les décisions prises à leur encontre ;

– demandent que soient entendus au cours d'une table ronde tous les responsables sociaux du Carmausin et prises en compte leurs analyses ;

– exigent que soit poursuivie l'exploitation optimale du charbon ;

– exigent que soit réalisé au plus tôt un lavoir moderne adapté aux besoins et mis en place un plan sérieux d'industrialisation.

« Elles appellent donc la population, consciente du devenir du Carmausin, à soutenir comme leur la lutte des mineurs. »

Cet engagement unitaire doit constituer un encouragement pour les mineurs à développer l'action pour ne pas voir sacrifiés l'emploi et la vie sociale.

Correspondant

Le climat a changé, depuis ces derniers jours, dans le bassin carmausin. L'annonce d'une nouvelle réduction d'effectifs à la Découverte (voir Rouge du 4 avril) avait soulevé la colère chez les mineurs. Du côté des élus, et en particulier des élus socialistes, si on faisait grise mine, on ne s'en félicitait pas moins de l'annonce de l'implantation d'une école des mines à Albi. Ce qui ne compensait en aucun cas les nouvelles pertes

TOUS UNIS

POUR DEFENDRE LE CARMAUSIN

Lors de l'entrevue sur la situation actuelle à la Houillère et sur l'avenir du Carmausin, les Organisations suivantes:

CGC ETAM, CGT, CFDT, CFTC, FO, LCR, MPPT, PCF, PS,

ont décidé, à l'issue de cette réunion, de rédiger une motion acceptée par tous les participants.

"Le Carmausin est à nouveau menacé dans sa capacité d'emploi par les décisions annoncées par Charbonnages de France de réduire de 344 le potentiel humain actuel de la Houillère.

Nous ne reconnaissons à personne le droit d'attenter au patrimoine d'une région, surtout si elle a déjà subi les rudes coups de la récession minière et industrielle induite.

C'est pourquoi les Organisations signataires sont aujourd'hui aux cotés des Mineurs dans leur lutte pour leur emploi.

- **REJETTENT** en conséquence **les décisions prises à leur encontre;**
- **DEMANDENT** que soient entendus au cours de la table ronde du 7 mai tous les responsables sociaux du Carmausin et prises en compte leurs analyses.
- **EXIGENT** que soit poursuivie l'exploitation **optimale du charbon,** que soit réalisé au plus tôt **un lavoir moderne** adapté aux besoins;
mis en place un **plan sérieux d'industrialisation.**

Elles appellent donc la population, consciente du devenir du Carmausin, à soutenir comme leur la lutte des Mineurs."

Dans cet esprit, les Organisations Signataires appellent l'ensemble des MINEURS, Ouvriers, ETAM, Ingénieurs et la POPULATION du CARMAUSIN à se MOBILISER et à venir MANIFESTER le mardi 7 MAI 91 à 15 H devant la Préfecture du Tarn à ALBI.

Carmaux le 29 Avril 1991

CGC ETAM, CGT, CFDT, CFTC, FO, LCR, MPPT, PCF, PS



MESSIEURS LES GOUVERNANTS

VOS PROMESSES !!

APRES AVOIR PRIS LA DECISION DE FERMER LA DECOUVERTE DE CARMAUX A COURT TERME, LE GOUVERNEMENT TENTE MAINTENANT DE FAIRE PASSER LA PILULE.

UNE INTENSE CAMPAGNE MEDIATIQUE S'EST ENGAGEE : FR3, LES ECHOS, LIBE, L'EXPRES... C'EST A CELUI QUI TROUVERA LES ADJECTIFS LES PLUS ABJECTS POUR DENONCER LE TROU FINANCIER QUE REPRESENTERAIT LA DECOUVERTE POUR LES FONDS PUBLICS.

COMMENT SE FAIT-IL QUE CES GENS SI SOUCIEUX DE L'UTILISATION DE NOS IMPOTS AIENT ETE SI MUETS LORS DE LA GUERRE DU GOLFE ?

COMBIEN A COUTE AUX CONTRIBUABLES LA CROISADE POUR LE "NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL" ?

CHIFFRERA-T-ON UN JOUR LE COUT SOCIAL DE LA FERMETURE DE LA DECOUVERTE ?

LES CHARBONNAGES, QUANT A EUX, N'ATTENDENT PLUS QUE LA TABLE RONDE POUR ANNONCER LEUR PLAN DE RESTRUCTURATION.

MEME SI CELLE-CI PEUT SE REVELER ETRE UNE TRIBUNE POUR LES ORGANISATIONS SYNDICALES NOUS SAVONS PERTINEMMENT QUE SEULE LA MOBILISATION UNITAIRE DES MINEURS ET DE LA POPULATION PEUT IMPOSER D'AUTRES CHOIX A NOS DIRIGEANTS.

D'AILLEURS, L'EXPERIENCE NOUS A MONTRE CE QUE VALENT LEURS PROMESSES. LES MINEURS DU DAUPHINE VIENNENT D'EN FAIRE LES FRAIS : EN SEPTEMBRE 89, LE MINISTRE CHEREQUE AVAIT ANNONCE LA FERMETURE POUR FIN 94. AUJOURD'HUI, PRENANT PRETEXTE DE L'IMPLANTATION D'UNE USINE TEXTILE, N'HESITANT PAS A REVENIR SUR SA PAROLE, IL DECIDE D'ANTICIPER LA FERMETURE A FIN 93 !

(A NOTER: CETTE USINE EMPLOIERAIT ENVIRON 200 PERSONNES PARMIS LESQUELLES QUELQUES MINEURS ...TOUTE RESSEMBLANCE AVEC L'ECOLE DES MINES A ALBI SERAIT FORTUITE NATURELLEMENT !)

LA DIRECTION DES CHARBONNAGES POURSUIT AVEC DETERMINATION SA POLITIQUE DE FERMETURES, BASSIN APRES BASSIN . DERNIERE NOUVEAUTE DANS LA PANOPLIE DES CASSEURS : LES PROPOSITIONS DE PRIVATISATION, FILIATION...QUI SOUS PRETEXTE DE REDUIRE LES COUTS, NE VISENT QU'A SUPPRIMER LES EMPLOIS DES UNS, PRECARISER CEUX DES AUTRES ET FAIRE DISPARAITRE LES ACQUIS DU STATUT DU MINEUR.

10 ANS DE GOUVERNEMENT SOCIALISTE POUR EN ARRIVER LA !

ET MITTERAND, LE 1⁰ MAI, ECRIT AU MAIRE COMMUNISTE DE FOURMIES DANS LE NORD (Où 9 MANIFESTANTS FURENT TUES IL Y A UN SIECLE) POUR STIGMATISER LES LUTTES OUVRIERES... QUEL CULOT !!

QUELLE CREDIBILITE LES MINEURS PEUVENT-ILS ACCORDER AUX DISCOURS MINISTERIELS QUI SE FLATTENT DE RETROUVER A CHACUN UN EMPLOI VALABLE ... DANS UN PAYS QUI COMPTE QUELQUES 3 MILLIONS DE CHOMEURS !! ET QUE DIRE DES MINEURS RECONVERTIS DANS DES ENTREPRISES PRIVEES SUR LE SITE... ET QUI VONT ETRE VICTIMES UNE SECONDE FOIS DE CETTE POLITIQUE.

A QUELQUES JOURS SEULEMENT DU 10 MAI, IL NE RESTE PLUS QUE 37% DES FRANCAIS POUR SE SENTIR PROCHES DE LA GAUCHE. QUEL GACHIS! EN 81, LES NOUVEUX GOUVERNANTS PROMETTAIENT DE CHANGER LA VIE. ET ILS GERENT LA CRISE AU SEUL PROFIT DES REQUINS DE L'INDUSTRIE ET DE LA FINANCE.

FAUT-IL BAISSER LES BRAS ? NOUS NE LE PENSONS PAS .

C'EST POURQUOI LA LCR S'EST ENGAGEE AVEC LES ORGANISATIONS POLITIQUES ET SYNDICALES DU CARMAUSIN DANS LA LUTTE AUX COTES DES MINEURS.

DANS L'IMMEDIAT , LA LCR APPELLE LA POPULATION A SE RENDRE LE MARDI 7 MAI , A 15 HEURES , DEVANT LA PREFECTURE A ALBI .

CARMAUX , le 6 mai 91

● Une mine de détermination

Depuis l'annonce des 344 suppressions d'emplois à la Découverte de Carmaux d'ici 1992 et sa condamnation à terme, la mobilisation n'a cessé de s'amplifier sur le bassin carmausin.

Après un premier appel unitaire, qui avait été signé par la CGT, la CFDT, ainsi que le PCF, le PS, le MPPT et la LCR, le front commun s'était élargi avec le renfort de la CGC, de la CFTC et de FO. L'ensemble de ces organisations appelait en commun à une journée de grève et de mobilisation le mardi 7 mai, lors de la table ronde qui devait se tenir à la préfecture du Tarn, à Albi. La tenue de cette table ronde faisait elle-même suite au CE extraordinaire du 19 avril. « Extraordinaire » dans tous les sens du terme. Celui-ci comportait en effet au point 5 de son ordre du jour les trois cent quarante-quatre suppressions d'emplois. Mais lorsque, dans l'après-midi, ce point venait à l'étude, la salle était envahie par les mineurs qui exigeaient de la direction des Houillères et des Charbonnages qu'elle vienne s'expliquer. Quelques dossiers volaient et, l'impatience grandissant, des bureaux

passaient par les fenêtres. Ce n'est qu'après 20 h qu'un communiqué parvenait enfin, la direction des Charbonnages daignant « accepter » le principe de cette table ronde.

Ce mercredi 7 mai, Bernard Pache en personne, PDG de Charbonnages de France, était donc dans les salons préfectoraux, entouré de ses collaborateurs, de même que les élus locaux, le président du Conseil général, des représentants du ministère, le préfet et, bien entendu, les délégations syndicales. A l'extérieur, plusieurs centaines de mineurs étaient mobilisés. Devant la montée de la mobilisation, les élus locaux ont de plus en plus le sentiment d'être assis entre deux chaises. Il n'est pas jusqu'au conseil régional qui, la veille, à l'unanimité, avait adopté une motion rappelant son « *extrême préoccupation quant à la situation économique et sociale du Carmausin* » et demandant au gouvernement de « *respecter ses engagements et d'agir pour le maintien*

de l'emploi ». Les mairies des deux cantons de Carmaux avaient également fermé leurs portes à partir de 15 h.

Il ne fallait malheureusement pas attendre plus de cette réunion que ce qu'elle pouvait donner. A savoir des réponses dilatoires d'un haut commis de l'Etat pour qui le coût social est secondaire au regard des contraintes de gestion. Toute la question réside maintenant dans les capacités de mobilisation des mineurs et de la population afin d'imposer d'autres choix politiques qui fassent priorité à l'emploi. Comme le déclarait Gilles Jeanjean, responsable de la LCR de Carmaux, dans une interview à *l'Humanité Midi-Pyrénées*, « *on ne peut sérieusement parler d'"incohérence" dans tout cela, ni de malentendu, entre CDF et le pouvoir ; dans cette affaire, c'est le gouvernement qui décide. C'est ensemble qu'on peut gagner, en unissant les forces des mineurs et des populations concernées* ».

Les mineurs de Carmaux ont déjà fait une partie du chemin en ce sens. Et ils bénéficient aujourd'hui d'un soutien large. Ces forces doivent maintenant faire la démonstration qu'il ne faudra compter ni leur résignation ni sur leur renoncement. Trop d'exemples abondent malheureusement en sens inverse, qui, systématiquement, se sont traduits par de nouvelles dégradations du tissu social, alimentant la perte de confiance et le désespoir. En fin d'après-midi, alors que les représentants syndicaux rendaient compte, à l'extérieur de la préfecture, du « constat d'impasse », les cent cinquante mineurs restés tentaient de pénétrer à l'intérieur mais se heurtaient aux barrages de CRS. Ce n'est pas cela, pour autant, qui pourra éteindre la colère et atténuer leur détermination à se battre et à lutter, avec l'ensemble de la population, pour sauver l'emploi et l'avenir des jeunes.

P. D.

Les mineurs en font des tonnes

La colère a explosé, en ce début de semaine, chez les mineurs de Carmaux, aux côtés desquels une grande partie de la population s'est rangée. Contre la fermeture de la Découverte et pour le retrait du plan social.

Depuis le 7 mai, date à laquelle s'était tenue une table ronde (voir Rouge du 16 mai), aucune information n'avait filtré sur l'avenir de la Découverte. Le collectif d'organisations*, sur proposition du PC, avait décidé d'organiser, les 28 et 29 juin, un référendum, appelant la population des huit communes du bassin à se prononcer sur le maintien de l'activité minière. Tant au cours du dernier CE des Houillères que du CA des Charbonnages, la question du plan social n'avait pas été abordée. La nomination d'un nouveau gouvernement faisait penser à certains que le ministre de l'Industrie, Strauss-Kahn, aurait son avis à donner.

Mais vendredi 21, les lettres sont parties, envoyées à l'ensemble du personnel. Dès samedi, les Albigeois les recevaient, alors que les Carmausins ne les recevaient que lundi matin. En une dizaine de pages, le « plan social » est exposé : d'ici le 31 décembre 1992, les effectifs doivent passer de 629 à 285 et, au 1^{er} juillet, les chefs de service informeront chaque salarié de sa situation — à jeter, à convertir ou à maintenir en fonction ! Si d'aucuns doutaient encore que la direction des Charbonnages était couverte par le gouvernement, les dernières illusions trouvaient là matière à dissipation.

Autant dire que lundi, dès la prise d'équipe, l'atmosphère était au coude. Les bureaux de la direction, introuvable, sont passés par les fenêtres. Les mineurs ne pouvaient dissimuler leur colère. De 7 h à 16 h, les bureaux ont été mis à sac, les papiers brûlés dans la cour. Pendant ce temps, les responsables syndicaux tentaient de prendre contact avec la préfecture. En vain. Un ultimatum était lancé : si à 17 h, il n'y a toujours pas de réponse, les engins sortent. L'exaspération n'attendait de croître et, à 17 h, alors que les dirigeants syndicaux tentaient toujours d'établir un contact, les travailleurs regroupés à la Découverte ont commencé à monter dans les engins, traversant le site et défonçant les grillages d'enceinte pour se rendre vers Albi. Quand on parle d'engins, il faut savoir que ce sont des « mastodontes » de près de cent tonnes, de sept mètres de large : chargeur, niveleuse, arroseuse, camions, etc., huit engins au total.

A partir de là, ils ont progressé vers Albi, bloquant la circulation. Progression entrecoupée d'arrêts, afin de permettre à la population de se joindre au cortège. A 22 h, la foule, qui avait considérablement grossi, arrivait à l'entrée d'Albi. La préfecture faisait parvenir un communiqué disant qu'une télécopie du ministère de l'Industrie devait parvenir. Celle-ci arrivait effectivement un peu plus tard, adressée au secrétaire du syndicat CGT et accompagnée d'une note du directeur de cabinet de la préfecture, lui demandant de ne pas la porter à la connaissance des mineurs rassemblés avant de l'avoir rappelée. On comprend la crainte de ce dernier, directement exposé aux réactions des mineurs, à l'inverse de Strauss-Kahn qui, dans le confort de son bureau ministériel, fait savoir qu'il a examiné le dossier. Cependant, ce plan social lui semble reposer sur des raisons solides et sérieuses, qu'il n'a pas à remettre en cause. Il peut y avoir un audit, si vous le souhaitez, mais celui-ci ne saurait être suspensif des mesures du plan social. Ce monsieur est bien éduqué, mais il n'empêche que c'est quand même une fin de non-recevoir qu'il envoie aux mineurs. Et c'est bien ainsi qu'ils l'ont pris.

Immédiatement, ils remontaient dans les engins et pénétraient dans Albi. Spectacle impressionnant que ce défilé de mastodontes, en pleine nuit, dans les rues de la ville. Une arroseuse déversait ses jets d'eau tandis que la population sortait aux fenêtres. Un bruit assourdissant : les cornes, les moteurs... Et un accueil chaleureux de la population albigeoise, offrant à boire, proposant l'utilisation du téléphone, partageant ce sentiment que, de toute façon, le seuil de l'intolérable est atteint. Un sentiment de révolte qui n'est pas propre aux mineurs mais qui traverse largement certaines couches de la population. Le cortège des engins est donc allé jusqu'à l'entrée du pont du Tarn, hésitant à le

franchir par mesure de sécurité. Décision a été prise de les laisser sur place et de revenir le lendemain.

Mardi matin, assemblée générale à la Découverte puis départ vers Albi. A l'arrivée, les CRS prennent place à l'autre extrémité du pont. Journée de face à face, sous le « cagnard », de montée de la pression. Des renforts de police arrivant au fur et à mesure, la ville d'Albi s'est retrouvée en état de siège. De l'autre côté, le chargeur a commencé à avancer, accompagné de mineurs déterminés, vers les CRS, jusqu'au ras des camions de CRS, la pelle au-dessus des camions, obligeant les CRS à quitter leurs camions. Pendant ce temps, d'autres camions et engins étaient amenés, barrant les rocadés d'accès et contribuant ainsi à encercler les CRS. Vers 15 h, l'annonce est faite qu'une délégation va être reçue à la préfecture. Le seul résultat de cette rencontre étant qu'une entrevue aurait lieu au ministère de l'Industrie, ce dernier proposant qu'elle se tienne le vendredi. Ce que les syndicats ont refusé, puisque c'était le jour prévu pour l'organisation du référendum. Elle devrait donc avoir lieu lundi ou mardi prochain, aux dernières informations. Sur cette base, les syndicats ont proposé d'évacuer les lieux, ce qui n'était pas du goût de tout le monde. Mais les camions ont été laissés sur place. Et, bien que la ville soit complètement verrouillée,

cela devient le lieu de rendez-vous central.

Le soir, à la réunion du collectif d'organisations, le représentant de la LCR devait faire le compte rendu de la journée. La majorité des organisations insistait pour maintenir le référendum. Cependant, un communiqué commun n'a pu être rédigé. Le PS, en particulier, continuait à attribuer la responsabilité de cette situation aux seuls Charbonnages malgré l'évidence.

Ce mercredi 26 juin, une nouvelle AG devait se tenir le matin afin de décider des suites de l'action : boycott ou non du référendum, maintien du blocage des ponts etc. La LCR, quant à elle, est favorable au lancement d'un appel en direction de l'ensemble des entreprises du département, pour appuyer les mineurs dans leur combat et en faveur de la défense de l'emploi. Strauss-Kahn a pu mesurer la réaction immédiate à sa provocation. Maintenant, il s'agit de mettre en œuvre tous les moyens pour développer une mobilisation d'ampleur. La détermination des mineurs est grande. Autour d'eux, c'est une solidarité sans faille qui doit se manifester.

Patrick Debres
avec correspondant

* CGT, CFDT, CGC, CFTC, FO, SNES
PCF, PS, LCR, MPPT





Ligue communiste révolutionnaire

section française de la Quatrième Internationale

ASSEZ DE CASSE ! !

A PEINE EDITH CRESSON ARRIVEE AUX AFFAIRES , ET LA VOILA CONFRONTEE A UNE VAGUE DE LUTTES QUI MET EN ACCUSATION SA POLITIQUE.

POUR UN GOUVERNEMENT DE COMBAT , VOILA UN GOUVERNEMENT DE COMBAT...CONTRE LES TRAVAILLEURS !!

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

SECU RENFLOUEE PAR LES SALARIES SEULS

ATTAQUES SUR LES RETRAITES

ET... TOUJOURS SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

IL FAUDRA TOT OU TARD , QUE LES GOUVERNANTS SOCIALISTES PAIENT LA NOTE DE CETTE POLITIQUE.

A GAUCHE CRESSON ? TU PARLES ! ! !

POUR CE QUI EST DES " DISCOURS " DE GAUCHE , MITTERAND ET CRESSON SONT " CHAMPIONS " ; MAIS DERRIERE LES MOTS , IL Y A LES ACTES , ET LES ACTES TOURNENT LE DOS , UNE FOIS DE PLUS , A UNE VRAIE POLITIQUE DE GAUCHE.

POUR SE FAIRE ENTENDRE

POUR AVOIR SATISFACTION

IL N'Y A PAS D'AUTRES VOIES QUE CELLES DE LA LUTTE

LE CLIMAT SOCIAL CHANGE ET C'EST VRAI QUE TOUR A TOUR, AIR FRANCE, SNCF, RATP, SANTE, BANQUES... SONT TOUCHES PAR DES MOUVEMENTS DE GREVE.

A CARMAUX

LA COLERE A EXPLOSE CONTRE LA FERMETURE DE LA DECOUVERTE ET POUR LE RETRAIT DU PLAN SOCIAL.

LE NOUVEAU MINISTRE DE L'INDUSTRIE Stauss-Kahn A TRANCHE ET L'A FAIT SAVOIR AUX MINEURS. ET PERSONNE NE PEUT PLUS DOUTER DE LA RESPONSABILITE ENTIERE DU GOUVERNEMENT DANS LA CASSE DE LA MINE.

L'ACCUEIL CHALEUREUX DE LA POPULATION ALBIGEOISE PARTAGEANT CE SENTIMENT QUE LE SEUIL DE L'INTOLERABLE EST ATTEINT , DEVRAIT FAIRE REFLECHIR NOS DIRIGEANTS

CE SENTIMENT DE REVOLTE N'EST PAS PROPRE AUX MINEURS MAIS TRAVERSE LARGEMENT CERTAINES COUCHES DE LA POPULATION.

>>>>>> LE SUCCES DU REFERENDUM DES 28/29 JUIN DEMONTRE QUE LES MINEURS SONT LOIN D'ETRE DANS L'ISOLEMENT QUE CERTAINS PREDISAIENT

>>>>>> PLUS DE 10000 PERSONNES SE SONT DEPLACEES POUR DIRE NON A LA DESERTIFICATION DE TOUT UN BASSIN D'EMPLOI.

LES MINEURS SONT EN " PHASE " AVEC LA POPULATION ET LES TRAVAILLEURS DU TARN.

SALUONS PAR EXEMPLE LES SALARIES DE MATERMACO QUI REFUSENT D'EVACUER LES ENGINES DES MINEURS APRES QUE LA DIRECTION LES AIT FAIT REQUISITIONNER.

PERSONNE NE CROIT PLUS A LA VALIDITE DU "PLAN SOCIAL "

...
===> QUAND TOUS LES RECORDS DE CHOMAGE SONT BATTUS
===> QUAND LES SALARIES DE VULCATARN (ex mineurs reconvertis dans cette entreprise lors du précédent plan social) VOIENT LEUR EMPLOI MENACE PAR LA PERTE DU MARCHÉ DE LA DECOUVERTE POUR LEUR ENTREPRISE.

===> QUAND BON NOMBRE D'ENTREPRISES DU BASSIN FERMENT OU LICENCIENT.

COMMENT NE PAS S'INDIGNER QUAND ON SAIT QUE LA DIRECTION LOCALE , PLUS PROMPTE A PRENDRE SES DIVIDENDES QUE SES RESPONSABILITES , SE TERRE DEPUIS LE DEBUT DU CONFLIT...LES MINEURS NE TROUVENT ALORS SUR LEUR ROUTE QUE LES CENTAINES DE CRS ET DE GARDES MOBILES QUI ONT LITTERALEMENT TRANSFORME LE CENTRE D'ALBI EN VERITABLE CAMP RETRANCHE.

>>>>>> TOUTES LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET POLITIQUES DU CARMAUSIN CONDAMNENT CETTE POLITIQUE. MAIS ÇA NE FAIT NI CHAUD NI FROID A CE GOUVERNEMENT DE CYNIQUES.

>>>>>> SEULE UNE FORTE ET MASSIVE RIPOSTE UNITAIRE DE TOUTE LA POPULATION PEUT LE FAIRE RECULER.

C'EST POUR CELA QUE LA LCR LANCE UN APPEL EN DIRECTION DE TOUTES LES ENTREPRISES DU TARN ET DES MINEURS DES AUTRES BASSINS TOUCHES PAR LE MEME PLAN DE CASSE.

Stauss-Kahn A PU MESURER LA REACTION IMMEDIATE A SA PROVOCATION. MAINTENANT, IL S'AGIT DE METTRE EN DEUVRE TOUTS LES MOYENS POUR DEVELOPPER UNE MOBILISATION D'AMPLEUR, A LA HAUTEUR DES ENJEUX, ET CAPABLE DE GAGNER DEFINITIVEMENT.

LA DETERMINATION DES MINEURS EST GRANDE. AUTOUR D'EUX, C'EST UNE SOLIDARITE SANS FAILLES QUI DOIT SE MANIFESTER, ET NOUS DEVONS TOUTS LA CONCRETISER.

LA LCR S'Y EMPLOIERA DE TOUTES SES FORCES.

CARMAUX 1e 30 / 06 / 91

● Le niet de Strauss-Kahn

C'est les larmes aux yeux, la colère rentrée pour l'instant, que les mineurs ont accueilli la réponse du ministère concernant l'avenir de la Découverte.

Is et elles étaient sans doute encore nombreux, ce lundi, à espérer que, du ministère, les délégations syndicales qui étaient reçues ramèneraient quelque espoir de sauvegarder l'emploi à la Découverte. Lors du référendum organisé les 28 et 29 juin, la population ne s'était-elle pas prononcé massivement en faveur de « la poursuite de l'exploitation optimale du charbon, sans suppression d'emplois, la réalisation d'un lavoir moderne, la mise en place d'un plan sérieux d'industrialisation » ? Sur 18 359 inscrits, 10 233 étaient allés voter, soit 55,7 %. Si à Carmaux même, la participation n'était que de 45,5 %, dans les communes minières de Saint-Benoît, Blaye, le Garric ou Cagnac, celle-ci tournait autour de 70 %. On connaît, ces derniers temps, des consultations électorales qui déplacent moins d'électeurs vers les urnes ! Le résultat est en-

core plus significatif : sur 10 038 exprimés, 9 653 oui (96,2 %) et 385 non (3,8 %). Oui, la population, massivement, a signifié qu'elle était aux côtés, derrière les mineurs.

Lors des chaudes journées qui avaient précédé, des tractations sans fin s'étaient établies entre les responsables syndicaux, la préfecture et les élus locaux. Au bout du compte, les mineurs acceptaient — mais pour beaucoup, à contre-cœur de dégager les engins. Depuis, un déploiement de forces (CRS et gendarmes mobiles) sans précédents s'est mis en place autour de Carmaux. Cela n'a pas empêché, lundi, qu'un cortège, encadrant quelques gros porteurs, aille déverser du charbon devant la centrale EDF d'Albi. Le directeur de celle-ci reconnaissait d'ailleurs que la production de la centrale nécessiterait au minimum cent cinquante mille tonnes par an sur les dix ans à venir. Mieux, il avouait que le personnel de la cen-

trale était « en communion » avec les mineurs.

Alors, ce lundi, des centaines de mineurs attendaient un signe, quelque chose. Un système de communication avait été installé, à la mairie de Carmaux, permettant de rendre compte du résultat de l'entrevue avec Strauss-Kahn. A 21 h, après six heures d'attente, il fallait se rendre à l'évidence. C'était un non ferme et définitif à toutes les demandes. Dans les yeux et les regards se lisait une immense détresse. Le maire de Carmaux lui-même (PS) sortait les larmes aux yeux, ce qui avait pour effet de lui éviter les foudres des mineurs encore présents sur les lieux. Dans les jours qui viennent, diverses initiatives devraient être décidées, tant au plan syndical que par le collectif d'organisations qui, mardi soir, se réunissait à la mairie de Carmaux. Les élus socialistes ont, pour leur part, tenu une conférence de presse au cours de laquelle,

pour la première fois, ils déclaraient « se désolidariser des pouvoirs publics et de leur attitude à l'égard de la situation créée. »

Plus que jamais, c'est l'ensemble de la population et des travailleurs du bassin qui doit faire bloc autour des mineurs. Une grande manifestation devrait être probablement organisée dans les jours qui viennent. Mais il faudra aussi mettre en œuvre des formes de solidarité active permettant de faire front aux décisions du gouvernement, qui appuie les Charbonnages. C'est en ce sens que la LCR fera des propositions et emploiera toutes ses forces. Car rien n'est jamais fini, si ce n'est les illusions, si tant est que d'aucuns en aient encore nourri à l'égard de ceux qui nous gouvernent et qui osent encore se prétendre socialistes.

Patrick Debrest

● Une fin en queue de poisson

Brusque retournement de situation à la Découverte. Après une manifestation massive à Carmaux et des affrontements violents avec les CRS, les responsables syndicaux appelaient ce mardi à la reprise du travail.

Vendredi, à 16 h, les rideaux des commerçants de Carmaux se sont baissés, la sirène s'est mise à hurler et, par grappes compactes, la population carmausine s'est massée place Jean-Baptiste. La manifestation, rassemblant plus de deux mille personnes, la plus grosse qu'il ait connue Carmaux depuis 1983, a fait le tour de la ville avant de revenir sur la place. Du côté des mineurs, la détermination était réaffirmée de se battre jusqu'au bout pour sauver l'avenir de la mine et des emplois. Les élus socialistes tentaient une nouvelle fois d'alerter le ministre de l'Industrie sur « l'extrême gravité de la situation » et demandaient avec insistance des propositions négociées : « nomination d'un médiateur, réalisation d'un audit, confirmation de la réindustrialisation économique ». Le PC, lui, s'appuie sur le résultat du référendum pour réclamer la poursuite de l'exploitation optimale du charbon.

Mais, au ministère de l'Industrie, Strauss-Kahn s'est découvert une vocation d'incendiaire. C'est le jour de cette immense manifestation qu'il a choisi de faire parvenir au maire de Carmaux la lettre où il entérine le plan des Charbonnages de France : « (...) le gouvernement a approuvé le plan de réorganisation de la Découverte proposé par CDF qui permet de réduire de moitié le niveau de ces pertes (...). Il me paraît indispensable, afin d'assurer le redéveloppement du Carmausin et d'orienter ses efforts vers l'avenir, que la population et les élus du Carmausin soient convaincus du bien-fondé des objectifs que CDF a fixés pour l'exploitation de la Découverte. » Est-ce à dire que, si les uns et les autres n'étaient pas « convaincus », le redéveloppement du Carmausin ne serait pas « assuré » ? Peut-on parler de chantage ? Enfin, Strauss-Kahn demande « à la direction de Charbonnages de France de confier à une personnalité issue de cette entreprise une mission d'écoute des élus et des salariés (...) qui me permette de prendre connaissance de ses conclusions au plus tard le 25 juillet ». Autrement dit, DSK demande à CDF, auteur du plan de licenciement, de désigner en son sein une « personnalité » chargée d'entendre ce qu'en disent les salariés.

Ce dernier courrier de DSK confirme, aux vœux des mineurs, qu'il va falloir maintenant utiliser tous les moyens pour ne pas être sacrifiés sur l'autel du « contexte économique général ». Si DSK n'entend pas, c'est à Paris qu'il faudra monter. Mais il est hors de question de rester enfermés à attendre les lettres « accompagnement social ». Depuis samedi, la Découverte est en ébullition. Les engins ont été carénés et équipés pour faire front aux assauts des forces du désordre. Lundi matin, après une assemblée générale toujours aussi massive, un ultimatum était lancé. Si à 14 h 30 une réponse positive aux dernières propositions syndicales n'était pas parvenue, les engins descendraient vers Albi. Ceux-ci traversaient la Découverte et étaient garés au bord de l'enceinte. A l'heure dite, le convoi, entouré d'un cortège de mineurs déterminés, s'élançait en direction de la préfecture tarnaise. Tout le long de la route, la population se

joignait à l'équipée, encourageant les mineurs. A chaque carrefour, afin de protéger leurs arrières contre une éventuelle manœuvre policière, des barrages étaient dressés. Jusqu'à ce que, à quelques kilomètres d'Albi, le cortège se trouve face à une compagnie de CRS, commandée par le préfet. Après une demi-heure de palabres, les « hommes de la base » décidaient de déblayer cet obstacle. Les engins étaient dirigés vers le barrage de cars. Aux sommations d'usage, les CRS balançaient plusieurs salves de grenades lacrymogènes. Mais il en fallait plus pour arrêter les puissants engins et des mineurs décidés à ne pas s'en laisser compter. Le barrage ne résistait pas et les CRS opéraient un prudent, et rapide repli. Les cars de CRS étaient balayés comme fétus de paille, soulevés par les énormes chargeurs,

sous les applaudissements de la foule. Le cortège se dirigeait alors jusqu'à l'entrée d'Albi. Après avoir décidé de rentrer les engins pour la nuit à la Découverte, les mineurs laissaient sur place les carcasses calcinées de cinq cars de CRS.

Ce mardi matin, une nouvelle assemblée générale devait avoir lieu et débattre de nouvelles propositions d'action. En quelque sorte, c'est DSK lui-même qui a fixé la date butoir du 25 juillet. Il importe donc, d'ici là, sans aucunement relâcher la pression, de rassembler largement la population et de mobiliser les salariés des entreprises du bassin autour d'une échéance de manifestation massive à Paris. Or, surprise, à cette assemblée générale, les responsables syndicaux, optent visiblement pour une solution de temporisation. Une nouvelle AG est convoquée l'après-midi, au cours de laquelle un vote devrait avoir lieu sur la poursuite de la grève. Mais il n'y aura pas de vote. L'après-midi, les mêmes responsables syndicaux appellent à la reprise du travail. Ils s'appuient sur un communiqué du préfet faisant état de la désignation comme médiateur de Jean Brenas, préfet honoraire, ancien président du conseil d'administration des Houillères du bassin de Lorraine, du gel des mesures dans l'attente de son rapport et la réalisation d'un audit sur l'unité tarnaise. Mais en aucun cas, cela ne signifie l'abandon du plan de restructuration. DSK l'a dit lui-même. Suspendre le mouvement aujourd'hui revient donc à se priver du rapport de forces nécessaire pour imposer un recul à CDF et au gouvernement.

Qui plus est, la reprise du travail dans ces conditions divise profondément les mineurs. C'est sous les sifflets que les responsables de CGT et de FO appelleront les mineurs à rejoindre leurs postes de travail ce mercredi à 7 heures. Ils quitteront l'AG. De nombreux mineurs sont déçus et écoeurés. L'ambiance aux portes de la Découverte ce mercredi matin, était extrêmement tendue. Quand les mesures seront confirmées, il faudra bien reprendre l'action, mais ne sera-t-il pas, à ce moment-là, trop tard et est-ce qu'un potentiel de force n'aura pas été dilapidé ? Même s'il importe de ne pas laisser gagner la division entre les mineurs, jusqu'à présent, ont fait preuve d'une extraordinaire solidarité et le découragement, ce bilan n'en est pas moins nécessaire.

Patrick Debre



Le lundi 24, les engins étaient déjà descendus à Albi.

GREVE DES MINEURS : PREMIER BILAN ... POUR GAGNER !

La section du Tarn de la LCR, membre actif du collectif de soutien aux mineurs depuis la 1^o heure, s'est réunie afin de tirer les premiers enseignements des 3 semaines passées.

==> UNE MOBILISATION TOTALE

La mobilisation des mineurs a atteint un tel degré que l'entreprise s'est trouvée paralysée comme jamais auparavant. A tel point que la direction, planquée comme à son habitude, n'a même pas pu trouver les relais nécessaires pour organiser la moindre tentative de reprise.

==> UNE UNITE RAREMENT ATTEINTE

L'ensemble des organisations syndicales dans la lutte, tous les partis de gauche dans le collectif, auront notamment permis la réussite du référendum des 28/29 juin et la manif du 5 juillet.

==> LA BASE AUX AVANT -POSTES

Jamais avec autant de force et de détermination les mineurs eux-mêmes n'ont pris les choses en main.

==> UNE DETERMINATION EXTRAORDINAIRE

Ce sont plusieurs dizaines de travailleurs qui ont pris en charge la diffusion massive des tracts, tenu les bureaux de vote, équipé les engins et affronté les CRS.

==> UN LARGE IMPACT ... AU DELA DES LIMITES DE L'ENTREPRISE

Jamais, depuis longtemps, les mineurs ne s'étaient trouvés aussi en "phase" avec la population (accueil des Albigeois) et les travailleurs des autres entreprises (centrale EDF par ex.).

La politique menée par Cresson devenant particulièrement insupportable au "peuple de gauche", les mineurs sont naturellement devenus les porteurs de cette volonté de résister à toutes ces attaques.

==> UNE GREVE QUI A CONTRAINT LES ELUS A SE MOUILLER

Les élus socialistes contraints, pour la première fois, à se désolidariser publiquement de leur gouvernement; tout ce qui compte d'instances locales, départementales et même régionales se prononçant pour la pérennité de la découverte.

L'ENSEMBLE DE CES FAITS CONFIRME CE QUE NOUS DISONS DEPUIS DES MOIS. LES MINEURS DE CARMAUX SONT LOIN D'ETRE LES DERNIERS DINOSAURES QUE CERTAINS VOUDRAIENT VOIR EN EUX... MAIS BIEN LE PHARE SUR LEQUEL LES TRAVAILLEURS DU DEPARTEMENT ONT LES YEUX FIXES.

==> LE SOUTIEN DES ELUS ENCORE TROP FORMALISTE

Nous continuons à penser que ce premier pas des élus est loin d'être suffisant: leur DEMISSION COLLECTIVE aurait eu un impact très important et aurait permis de lever les derniers et légitimes doutes des mineurs quant à leur engagement à leurs côtés; certains soutiens bien tardifs relèvent plus à peaufiner un profil électoral personnel qu'à s'engager réellement aux côtés des mineurs dans l'action, avec leurs écharpes tricolores, devant les "forces du désordre".

==> UNE REPRISE PREMATUREE

Même si l'on peut penser que cette décision a été prise pour éviter le pourrissement de la grève pendant l'été, la LCR estime pour sa part que la suspension du mouvement a été prématurée. Cela revient à se priver du rapport de force créé notamment par la manif du vendredi et la "victoire de l'Hermet".

>>>> Personne n'a le droit de dilapider ce potentiel de forces. Il >>>> nous appartient à tous de le maintenir au plus haut niveau >>>> pour les batailles à venir.

==> LE PLAN VA CONTINUER

STRAUSS-KAHN l'a dit lui-même, la nomination du médiateur ne signifie en aucune manière l'abandon du plan de restructuration. Il a lui-même fixé la date butoir du 25 juillet pour la remise du rapport du médiateur qui reste seulement une "mission d'écoute".

E T M A I N T E N A N T ?

QUELQUES POINTS CLES POUR GAGNER

- > la participation et la structuration du plus grand nombre de mineurs, à tous les niveaux de décisions, est impérative si l'on veut imposer d'autres choix au gouvernement.
- > l'extension du mouvement vers d'autres entreprises, vers les autres bassins, sera tôt ou tard ce qui fera pencher la balance.
- > l'engagement de tous, dans l'action aux côtés des mineurs, sera décisif.

DES OBJECTIFS CLAIRS

- > tenir les engagements de 84 car eux seuls permettent de maintenir la totalité des emplois. Cette exigence s'est traduite par le mot d'ordre "d'exploitation optimale du charbon sans suppression d'emplois".
- > c'est ce cri qui doit résonner dans tout le département et en premier lieu lors du passage du Tour de France à Castres et Albi.
- > il importe, d'ici le 25, de ne pas relâcher la pression, de rassembler, de mobiliser.

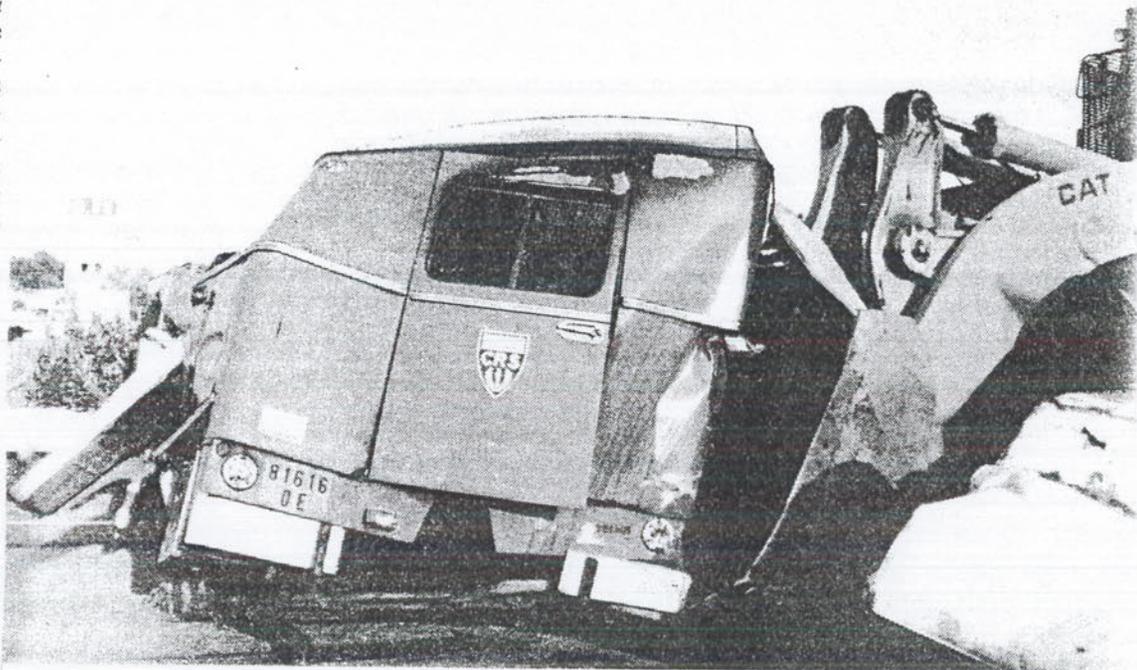
La LCR y mettra toutes ses forces.

1e 15/07/91

● Sur des charbons ardents

Le travail a repris à la Découverte mais, le climat reste très tendu. L'arrivée du « médiateur » ne change rien au problème. Ce n'est au contraire qu'un intermède

« **L**a Grande Découverte a produit du charbon » titrait, le 11 juillet, la *Dépêche du Midi*. Les responsables syndicaux de FO et de la CGT s'évertuaient à faire la démonstration d'un « retour à la normale », d'une extraction revenue à son plus haut niveau. Pourtant, comme le soulignaient bon nombre de mineurs, le climat est exécrable. Tout d'abord, la manière dont la grève a été « suspendue » continue à ne pas faire l'unanimité. Qui plus est, un incident grave a entaché la reprise du travail. Alors que les militants de LO distribuaient un tract critiquant l'absence de démocratie qui avait présidé à cette décision, l'un d'entre eux fut frappé par quelques membres du clan CGT qui avait appelé à la reprise. Des méthodes inacceptables, réprouvées par tous ceux qui ne veulent pas voir salie leur grève à cause de quelques excités se faisant une curieuse idée de la démocratie.



Le lundi 8 juillet, sur la RN88, le barrage des CRS n'avait pas résisté aux mineurs et à leurs engins.

Mais si le climat reste exécrable, c'est avant tout parce que perdue le sentiment que rien n'est réglé. Et, en ce qui concerne le fonctionnement de la mine, au contraire, tout est déréglé. Même si la production a repris, il n'en reste pas moins que des fractures se sont produites, qu'il sera difficile de colmater. A preuve, quand, le lendemain de la reprise, trois ingénieurs sont venus reprendre leurs fonctions, ils furent coursés par un groupe de mineurs et durent se réfugier au café voisin en attendant qu'on vienne les rechercher. Entre le haut encadrement (pendant trois semaines, la direction a totalement disparu de la circulation) et le reste des salariés, la coupure est profonde. De même, sur le plan administratif, règne une totale désorganisation. Les équipes tournent donc, mais bon nombre de mineurs sont sans affectation de poste. Le tout donne une ambiance à la fois tendue et un peu irréelle. Certains s'interrogent ouvertement,

se demandant si, d'une certaine manière, un coup d'arrêt mortel n'avait pas été porté à la Découverte. Mais, alors que dans un tel climat il serait nécessaire de ressouder les rangs, de débattre collectivement des perspectives, de maintenir une unité des mineurs face à des décisions qui peuvent tomber à tout moment, aucun AG de discussion n'est prévue. Les responsables syndicaux ont commencé à rencontrer le « médiateur », mais aucun compte-rendu n'en a été fait.

Ce dernier est arrivé à Albi le jeudi 11. Interrogé à son arrivée, ses propos sont révélateurs de la portée de sa mission, qu'il qualifie de « mission de bons offices ». En tout et pour tout, si on comprend bien, il restera deux fois deux jours pour recevoir les élus, les syndicats et les dirigeants de CDF, et rendra son rapport au plus tard le 25 juillet. Il confirme ainsi ce que nous écrivions la semaine dernière. Sera-ce suffisant pour se faire une idée de ce

que représente véritablement la Découverte ? On peut en douter, surtout si l'on prend en compte la vision qu'il en a : « *Du Tarn, je ne connais que la cathédrale, visitée quand j'étais administrateur des Landes de Gascogne. La Grande Découverte, je ne l'ai vue qu'en photos. C'est certainement un tour de force technique.* [sic] » On en déduit aisément que le rapport de ce « médiateur » sera viterédigé. Mais, encore une fois, il n'y a rien à attendre du point de vue d'une quelconque remise en cause du plan de restructuration. Tout laisse à penser que, peut-être dès le mois d'août, celui-ci deviendra effectif.

La LCR, avec le collectif d'organisations constitué au début du conflit pour soutenir la lutte des mineurs, s'est résolument engagée à leurs côtés. Carmaux symbolise la volonté d'une région déjà sinistrée qui ne veut pas voir encore disparaître une partie de son tissu social. Le combat pour le maintien de l'explo-

tation de la Découverte n'est pas un combat de dinosaures. C'est avant tout un combat pour l'emploi, pour l'avenir des jeunes, pour une inversion des choix économiques et industriels. C'est un combat contre le mépris dans lequel sont tenus ceux et celles qui vivent de leur travail et celles qui crèvent d'en être privés. C'est aussi un combat contre l'hypocrisie et le cynisme. En ce sens, la lutte des mineurs a été un phare autour duquel toute une partie de la population s'est retrouvée. Ce combat n'est pas fini. Les mineurs, avec le soutien de toutes et de tous, doivent se faire entendre haut et fort, faire savoir qu'ils n'admettent pas des décisions qui les condamnent sans appel. Et, tiens, justement, il se trouve qu'une étape du Tour de France doit passer à proximité en cette fin de semaine. Pour quoi ne pas aller saluer ces autres « forçats » que sont les coureurs cyclistes ?

Patrick Debres



Quatre mois après la grève de juillet, la direction tente un début d'application de son plan social.

Seulement voilà: les quelques offres d'emploi proposées aux mineurs sont loin, très loin de correspondre aux emplois valables promis !

Alors, la direction multiplie les provocations:

- * en isolant certains mineurs dans des "chantiers annexes"
- * en faisant intervenir la police à chaque réaction des mineurs (huissiers, RG, plaintes, perquisitions,)
- * en sanctionnant des mineurs sous prétexte qu'ils seraient les seuls à n'avoir pas accepté le plan social.

La direction peut bien hurler contre la violence...celle qu'elle fait subir aux mineurs avec ses offres d'emplois sous payés et précaires ou en les obligeant à quitter leur région, à vendre leur maison...CETTE VIOLENCE LA EST QUOTIDIENNE, INTOLERABLE ET EXPLIQUE TOUTES LES REACTIONS.

Pourtant, le gouvernement trouve que cela ne va pas assez vite!

Alors on utilise les "journées qualité" des HBCM pour annoncer à la presse la fermeture du lavoir de Carmaux, confirmer les 344 suppressions d'emploi et couronner le tout en baptisant la découverte de Carmaux: "site voué à la fermeture"

Constatons, une fois de plus, que les diverses instances où siègent les représentants des travailleurs, sont court-circuitées.

Le dialogue social se déroule par conférence de presse interposée. Les mineurs doivent en tirer, comme première conséquence, le boycott de ces journées qui n'ont de qualité que le nom... à moins qu'ils n'y fassent entendre réellement leur voix

Malgré les multiples actions de ces derniers mois, le gouvernement n'a pas cédé d'un pouce. En conséquence, il est donc impératif de tracer de nouvelles perspectives à la lutte des mineurs. A cette fin, la L.C.R, décidée à faire entendre la voix des travailleurs en tous lieux et en toutes circonstances, a fait la proposition suivante au collectif de soutien aux mineurs:

" le collectif demande aux élus des communes minières de démissionner de leurs fonctions, et de ne reprendre leurs activités que lorsque la volonté populaire aura été respectée; que ces mêmes élus se refusent à organiser toute consultation électorale".

Notre proposition a été en partie reprise par le collectif qui demande aux élus de suspendre leurs fonctions. Seul le P.S., principal concerné par la démission des élus il est vrai, n'a pas cru devoir faire sienne cette démarche....sans pour autant faire la moindre proposition visant à inverser le cours des choses....à moins que le P.S. ait abandonné son soutien aux mineurs, comme il a oublié toutes ses promesses de 81.

La L.C.R. s'associe, par ailleurs, aux actions décidées par le collectif : elle appelle au rassemblement du mercredi 4 Décembre, pour la Ste Barbe, à 18H. au Château de la Verrerie .

elle appelle la population à manifester son soutien aux mineurs en arborant des chiffons couleur charbon .

elle participe au soutien financier en faveur des mineurs sanctionnés .

La L.C.R. continuera à mettre toutes ses forces aux côtés de ceux qui luttent .

Le bassin était en noir

Les directions de la mine de la Découverte et des Houillères, quatre mois après la grève du mois de juillet, tentent de mettre en application le « plan social », censé offrir une reconversion aux mineurs privés de leur emploi. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Tout d'abord en termes d'emplois proposés, ce qui était prévisible. Mais aussi en ce qui concerne la résistance des mineurs qui, malgré le coup d'arrêt porté à leur lutte en juillet, ne sont pas prêts à avaler n'importe quelle couleuvre. A plus forte raison quand, pour eux, la confiance a été rompue. La direction s'efforce de briser cette « résistance passive » et multiplie les provocations. Elle tente d'isoler certains mineurs dans des « chantiers annexes ». Campant sur l'idée qu'il y aurait des noyaux d'irréductibles à briser, elle utilise le recours systématique à la répression : constats d'huissiers, enquêtes et présence voyante des Renseignements généraux, dépôt de plaintes, perquisitions, mises à pied, etc.

Le gouvernement est maintenant décidé à accélérer le processus pour ne pas traîner ce dossier jusqu'aux prochaines élections. Ce qui n'empêchera pas que, de toute façon, l'avis de décès sera porté à son débit. Les fractures ouvertes à cette occasion, faisant suite à une série de mauvais coups, sont irrémédiables.

Direction et gouvernement ont donc tiré une croix sur la Découverte : le site est voué à la fermeture. A partir de leur lutte déterminée de l'été dernier, les mineurs ont réussi à rassembler largement la population du bassin autour d'eux et à créer un important mouvement de solidarité. En témoigne l'existence, maintenue, du collectif d'organisations. De même que le référendum des 28 et 29 juin, au cours duquel près de dix mille électeurs et électrices s'étaient prononcés très majoritairement en faveur de l'exploitation optimale du charbon, sans suppression d'emplois, et pour la création d'un lavoir moderne. Le gouvernement n'a rien voulu entendre.

Lors de la réunion du Collectif qui s'est tenue le 25 novembre, le représentant de la LCR proposait aux organisations présentes d'adopter la position suivante : « Le Collectif demande aux élus des communes minières de démissionner de leurs fonctions et de ne reprendre leurs activités que lorsque la volonté populaire aura été respectée ; que ces mêmes élus se refusent à organiser toute

consultation électorale. » Le débat partageait les participants. Finalement, après consultation de leurs instances respectives, l'appel suivant était adopté : « (...) Nous appelons la population à se mobiliser et à manifester de manière visible et spectaculaire sa volonté d'être entendue. Pour cela, à partir du 4 décembre, jour de la fête de la Sainte-Barbe [NDLR : fête des mineurs], nous demandons que partout, en tout lieu public (...), on expose des chiffons couleur du charbon. (...) Nous invitons les maires des communes concernées à réunir dans les prochains jours leur conseil municipal pour entériner par des délibérations cette forme d'action, la faire connaître à toutes les familles et à prendre toutes autres dispositions, pouvant aller jusqu'à la suspension de leur fonction pour appuyer l'exigence de vraies négociations à Matignon.

(...) » Seul le Parti socialiste tenait à exprimer son désaccord avec « la demande faite aux élus de suspendre leur fonction ».

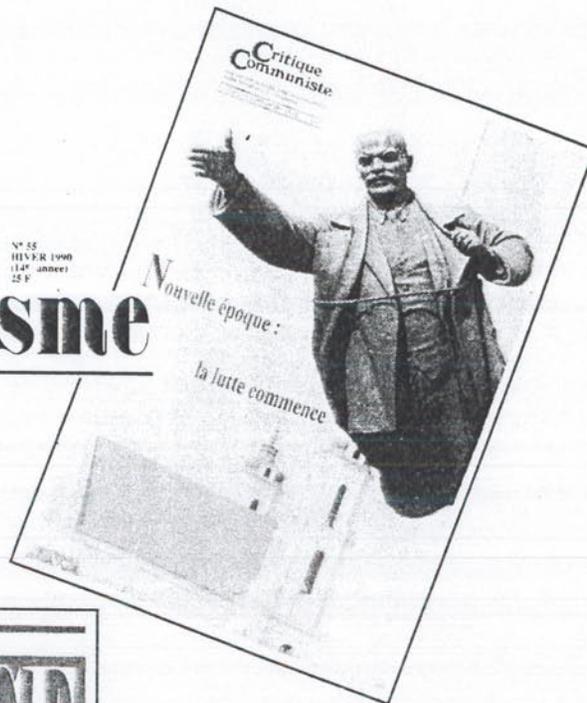
Du point de vue des mineurs et de la population carmausine, même si la journée « chiffon noir » a le mérite de rappeler leur détermination, il est évident que, là où la grève n'a pas permis de faire reculer le gouvernement, ce n'est pas par ce type d'action symbolique que l'on y parviendra. Par contre, la clarification s'impose sur la volonté des élus et des forces constituant le Collectif de s'engager résolument à leurs côtés. Le gouvernement est resté sourd à toutes les exigences portées. Quand on a affaire à un tel mépris, il importe d'en tirer les conclusions qui s'imposent. On ne peut pas rester plus longtemps assis entre deux chaises.

Correspondant

LISEZ LA PRESSE DE LA LCR

cahiers du féminisme

N° 55
HIVER 1990
(14^e année)
22 F



RENTRÉE SCOLAIRE
FÊTE DE L'HÉMA
GEORGIE
YUGOSLAVIE

ROUGE

SERFATY : LIBRE, REVOLUTIONNAIRE

Danger ! Impérialisme !

abonnez-vous à la presse de la LCR

	France et DOM-TOM		Etranger	
	6 mois	1 an	6 mois	1 an
Rouge	200 F	400 F	250 F	500 F
Critique communiste	120 F	240 F	150 F	300 F
Rouge et Critique com.	300 F	600 F	350 F	700 F
Cahiers du féminisme		80 F		95 F
Rouge et Cahiers	230 F	460 F	280 F	560 F
Les trois revues	330 F	660 F	380 F	760 F

Nom : Prénom :

Adresse :

entourer l'abonnement choisi ; chèques à l'ordre de PEC
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois, France

pour prendre contact avec la LCR

Nom : Prénom :

Adresse :

à renvoyer à LCR
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil-sous-Bois, France

LISEZ

ROUGE

hebdomadaire de la
Ligue
Communiste
Révolutionnaire

En vente 10 F. en kiosques
et auprès des militant(e)s

ROUGE 2, rue Richard Lenoir 93100 MONTREUIL

Imprimerie Rotographique - Montreuil